

4 mai 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, accordée à la radio privée "Pacific FM" le 4 mai 1988, notamment sur l'audiovisuel, l'enseignement et la situation en Nouvelle-Calédonie.

QUESTION.- Bienvenu au "Grand Oral" monsieur le Président de la République, vous allez prendre la parole pour la première fois depuis 1981 sur la bande FM. C'est une première en effet, il faut rappeler qu'il y a sept ans vous étiez, vous-même, inculpé pour infraction à la législation sur la radiodiffusion. Il s'agissait à l'époque de Radio-Riposte. Vous étiez inculpé. Sept ans après nous voici, avec Dominique Jamet pour "Kiss FM", avec Serge July directeur de "Libération" qui s'est associé à cette opération et Christian Delahaye, moi-même, pour "Pacific FM", nous voici dans cette bibliothèque de l'Élysée pour une émission spéciale où nous allons parler avec vous de la création, de la communication, de la jeunesse et de l'amour. Vaste programme !

- Auparavant, nous vous proposons trois questions rapides, trois questions d'actualité, et la première vous sera posée par Serge July.\

Serge JULY.- A quoi tient, à votre avis, monsieur le Président le fait que cette fin de campagne, l'ensemble de l'entre-deux tours même, soit dominée par la question des valeurs, la bataille des valeurs ?

- F. MITTERRAND.- C'est un mot qui a été jeté dans le débat par des personnages hauts en couleurs. On entendait souvent parler des valeurs par des gens comme moi, par exemple, mais on ne s'attendait pas à entendre ce mot dans la bouche de quelques autres. Puis soudain au contraire, cela a explosé, les valeurs, les valeurs... On s'est aperçu qu'à travers ces valeurs il y avait entre deux partis, le Front national et le RPR, une large frange qui, comme dit le ministre de l'intérieur `Charles Pasqua`, épousait les mêmes valeurs, alors du coup ça a intéressé la presse, qui n'en supposait pas tant et qui a vu dans cette conjonction une faille nouvelle de notre politique intérieure.

- QUESTION.- Et quelles sont vos valeurs ? Pour les rappeler, elles sont en partie connues...

- F. MITTERRAND.- Oh, Je me suis déjà expliqué. Les valeurs que je proposais ne prétendent pas être exhaustives et recouvrir tous les terrains. Mais dans le domaine politique, j'ai - et je ne suis pas seul, loin de là et heureusement - une certaine conception de la démocratie. Pour moi la démocratie, pardonnez si j'emploie des termes tout à fait traditionnels, la démocratie doit être politique, celle du temps où l'on célébrait la liberté et l'égalité, un peu plus tard la fraternité parce que la démocratie doit être aussi économique et finalement sociale. Si j'examine ce devenir de la démocratie c'est pour défendre des valeurs comme celle du progrès. C'est sorti de la mythologie pour rentrer dans les faits. Le progrès, l'égalité des chances, ce qui recouvrent beaucoup plus que le simple mot égalité et qui n'a rien à voir avec l'égalitarisme. Tout être humain qui naît, dans son milieu doit pouvoir être doté par la société d'un moyen de ses chances. Bien entendu, c'est l'individu qui les réalisera ou qui ne les réalisera pas. Faut-il qu'il ait le moyen, que l'instrument soit créé. Et puis, le refus des exclusions, le refus des exclusions. Dans une société comme la nôtre, on cogne à tous les tournants contre des exclusions £ celles qu'on connaît, dont on parle toujours, type "les immigrés", obstacle de caractère racial, mais il y a des exclusions avec

lesquelles on vit sans s'en apercevoir. Je pense à la relation par exemple professionnelle entre les femmes et les hommes. Il est quand même incroyable de penser qu'à qualification égale, une femme, seulement parce qu'elle est une femme, percevra en moyenne quelques 15 % de moins sur son salaire. Bon, tout ça, les exclusions, je le résumais dans une formule qui est plus morale que politique, le respect des autres. Le respect des autres on l'apprend chaque jour à considérer que c'est ce qui permet de vivre en société. Je voudrais ajouter quelque chose. Quand j'étais en captivité, j'y suis resté dix-huit mois en Allemagne, j'étais jeune, très jeune, enfin assez jeune, j'avais 21 ans et je ne connaissais pas vraiment ce qu'était une société projetée dans une situation de ce genre, qui avait à se recréer elle-même. Alors les grandes vertus, les grandes espérances, je me suis aperçu que la qualité principale, c'était la politesse, que les gens se parlent avec le souci de ne pas blesser les autres dans le langage. C'était déjà la civilisation.

- QUESTION.- La politesse, valeur numéro un, qui permet toutes les autres.

- F. MITTERRAND.- Non, je vous ai donné un exemple pour vous montrer ce à quoi je pensais. Je ne dis pas valeur numéro un, bien entendu non, mais j'espère que vous avez compris ce que je voulais vous dire.

- QUESTION.- Tout à fait.

- F. MITTERRAND.- Le respect des autres.\

Dominique JAMET.- Monsieur le Président, en 1981, la gauche était unie et la majorité qui vous a, alors, porté au pouvoir, était essentiellement, pas exclusivement déjà, mais essentiellement constituée par la gauche, par la gauche unie.

- F. MITTERRAND.- Absolument.

- QUESTION.- C'est-à-dire, on peut évaluer, pour autant qu'on ait des chiffres certains - le vote est secret - on peut évaluer grosso modo, si je ne me trompe pas, à 6 % de votre majorité d'alors, l'apport marginal du centre, de la droite, des gens qui étaient venus d'ailleurs et à 94 % en conséquence l'apport de la gauche. Cette fois-ci la gauche n'est plus unie. Vous avez eu au premier tour de l'élection présidentielle 34 % des voix, constitués de 30,32 % de socialistes, on ne sait pas, 2,4 points qui venaient d'ailleurs.

- Au deuxième tour de l'élection présidentielle, si les sondages ont un sens, à ces 34 % s'ajouteront, pourraient s'ajouter dix points venus de gauche, dix points venus du centre ou venus de droite, peut-être plus on ne sait pas. Ce qui signifie, et c'est là ma question, que l'équilibre de votre majorité, sa -constitution, sa composition seront différentes cette fois-ci et qu'en particulier il se pourrait que vous ayez dans le futur, dans une nouvelle majorité présidentielle jusqu'à 20 % de votre électorat dans une hypothèse haute qui viendrait du centre et de la droite. Et je voudrais vous demander si vous comptez, si vous avez l'intention de prendre en compte cet équilibre nouveau et comment il est possible de le prendre en compte ?

- F. MITTERRAND.- C'est un calcul auquel je ne me livre pas. Je m'adresse aux Français et m'écoute qui veut. En 1981 vous avez raison de le rappeler c'était tout la gauche, cependant au premier tour de scrutin il y a eu une candidature communiste, il y a eu des candidatures d'extrême gauche mais malgré tout cela...

- QUESTION.- Tout à fait. Mais, même sans détailler, on peut considérer que la gauche à l'époque faisait 48-49 % des voix et vous avez eu un apport de 3-4 % qui sortait de la droite, qui était donc négligeable. Ce n'est pas le cas cette fois-ci...

- F. MITTERRAND.- Oui, peut-être un peu moins. En fait, il y a sept ans j'avais fait 26 %, cette fois-ci 34 % avec également la même décomposition en fractions différentes de la gauche mais les rapports de force ont changé. J'admets tout ce que vous dites, s'il est tout à fait exact que des électrices et des électeurs venus d'ailleurs sont venus me rejoindre.

- QUESTION.- Et viendront dimanche prochain en plus grand nombre probablement.

- F. MITTERRAND.- Je suppose.

- QUESTION.- Par exemple Dominique Jamet qui en est le vivant exemple.

- F. MITTERRAND.- Oui, oui il faut reconnaître...

- Dominique JAMET.- Ne me faites pas dire comment j'ai voté au premier tour.

- F. MITTERRAND.- Il faut reconnaître qu'il l'a dit et proclamé il y a déjà longtemps, qu'il n'a pas

attendu l'avant-veille du scrutin et puis cela lui a valu quelques inconvénients qu'il a courageusement supportés. Donc, cette espèce-là, ce n'est pas la plus commune mais il y a beaucoup d'électrices et d'électeurs qui semblent préférer ce que je propose à ce que proposent les autres candidats, il n'en reste qu'un d'ailleurs, l'autre candidat.\

F. MITTERRAND.- ` Suite sur les reports de voix au second tour `

- Peut-être aussi y a-t-il un certain effet de recul ou de retrait devant des prises de position excessives. Si on veut être Président de la République et si on ne fait pas profession de rassemblement, au moins il faut avoir une capacité par le caractère, par le tempérament, par le comportement quotidien, peut-être même par la vue du monde et de la société. Il faut quand même essayer de rassembler le plus possible de gens, le Président de la République n'est pas fait pour réunir tous les brandons de guerre civile. On connaît ce point de vue et il est probable que beaucoup de gens me rejoindront parce qu'ils ont le sentiment qu'ils seront, de ce point de vue-là, en sécurité, qu'ils seront l'objet vraiment d'aucune forme d'inquisition ni morale, ni politique, ni d'aucune sorte.

- QUESTION.- J'entends bien monsieur le Président. Vous estimez, c'est tout à fait compréhensible pour mille raisons, que vous n'avez pas à négocier, à marchander les voix qui viendront éventuellement à vous. Mais permettez-moi, excusez-moi d'être direct. A l'inverse, lorsque vous faites l'appel à l'union, au rassemblement, un rassemblement qui dépasserait les frontières de votre famille et de votre camp d'origine, les frontières de la gauche, il ne s'agit pas j'imagine simplement de prendre pour marche-pied d'un nouveau septennat cet apport d'électeurs venus du centre et de droite et c'est pourquoi je vous demandais de quelle manière vous prendriez en compte le rapport dans une majorité nouvelle ?

- F. MITTERRAND.- Je n'en sais rien. Je n'ai pas ciblé mes appels. J'ai simplement constaté, et ce n'est pas difficile à constater, qu'on ne pouvait conduire un pays que sur une base très large réunissant plusieurs traditions de l'esprit français, de l'esprit national, en associant plusieurs histoires, non pas lorsqu'il y a une véritable contradiction mais il peut y avoir synthèse. Comme cela ne se traduit pas dans un langage politique, disons, d'arithmétique parlementaire car je ne vois pas à qui je m'adresserai aujourd'hui et cependant je sens cette poussée. Il y a beaucoup de gens qui voteront pour moi qui ne se sentent pas de gauche, qui savent que je suis de gauche mais qui n'ont pas de méfiance, ils pensent que je ne les entrainerai pas là où ils ne voudraient pas aller. Bien entendu, je tiendrai compte de cet -état d'esprit, j'aime que l'on me fasse confiance.\

QUESTION.- Monsieur Mitterrand, des réponses qui ne composent pas un sondage mais un instantané dans les rues, dans l'ensemble un sentiment, comme l'exprimait cette dame à l'instant, de ras-le-bol en fait devant la télévision telle qu'elle est devenue. Alors est-ce que vous-même vous avez le sentiment que ces deux dernières années la télévision française s'est dégradée, est-ce qu'elle a perdu de sa qualité ?

- F. MITTERRAND.- Oui, j'ai ce sentiment. Lorsque j'ai moi-même décidé de, comme on dit, libérer les ondes, terme un peu ambitieux, c'est-à-dire d'autoriser les radios d'abord puis les télévisions privées, je concevais cette initiative en maintenant un fort secteur public dont TF1 constituait le vrai corps de bataille. Evidemment, à partir du moment où TF1 était privatisée, les données n'ont plus été les mêmes et le basculement vers le privé, vers le commerce, vers la concurrence à tout-prix, vers les sondages d'audience a fini par prendre le pas. La télévision est un tel instrument, qui va si loin dans les foyers, dans les consciences, que certaines obligations que je n'appellerai pas d'Etat, certaines obligations qui tiennent à une histoire, à une culture, doivent être respectées. Par exemple aujourd'hui la production française. On a beaucoup de producteurs, de réalisateurs, d'auteurs de grand talent qui ne sont plus employés puisqu'il est plus facile d'acheter à bas prix des séries américaines, puisqu'il est plus facile de multiplier les jeux télévisés. La baisse de qualité est évidente et je trouve cela très dommage car ce trésor d'imagination et de création que notre culture a toujours proposé trouverait aujourd'hui son expression à la télévision d'une façon préférentielle. Mais parce que cette télévision absorbe beaucoup d'espérance, de talent, de don aussi et de rigueur intellectuelle, tout cela s'est un peu dissipé donc je pense assez qu'il y a une baisse de tonus et de qualité. Ce n'est pas irrémédiable

disperse donc je pense assez qu'il y a une baisse de tonus et de qualité. Ce n'est pas inévitable mais je le pense.

- QUESTION.- Qu'est-ce que vous allez demander à votre Premier ministre, futur Premier ministre, si vous êtes élu dimanche ? Qu'est-ce que vous allez lui demander de faire dans le domaine de la télévision ? Une nouvelle loi, pas une nouvelle loi, quel aménagement, quel type, est-ce qu'il va aller dans le sens du rapport que l'on prête à M. Fillioud sur le fait de faire une holding d'Etat en ce qui concerne Antenne 2, FR3, est-ce que vous pouvez nous donner des indications ?

- F. MITTERRAND.- Je n'ai pas fait le tour des choses. Je ne vais pas sortir comme cela une nouvelle structure d'Etat et dans tous les domaines. Moi, maintenant, je me suis un peu formé moi aussi et je tiens compte de l'expérience, de l'avis des gens, du choc des idées. Il faut consulter, il faut les mettre ensemble. Il y a tout d'un coup des idées magnifiques qui sortent et que l'on n'avait pas prévues donc j'agirai de cette manière.\

F. MITTERRAND.- ` Suite sur l'audiovisuel `

- Pour répondre d'une façon précise à votre question je tiens à rappeler - vous avez bien voulu le dire tout à l'heure - que je me considère comme le père de la liberté des ondes. Plus de 1000 radios privées se sont créées après l'autorisation que j'ai obtenue du gouvernement socialiste de l'époque.

- Ensuite, j'ai autorisé la publicité, ensuite j'ai fait autoriser des télévisions privées, ensuite le gouvernement d'après 1986, - je le rappelle - a privatisé TF1. Alors je pense que repartir à la conquête de TF1 par une nationalisation, c'est perdre beaucoup de temps. Ce n'est peut-être pas absolument indispensable. Mais dans ce cas-là, il faut que le cahier des charges soit scrupuleusement appliqué, ce que l'on a appelé d'une façon un peu légère et sans contenu - c'était un argument de tribune - le "mieux disant culturel" ...

- QUESTION.- Mais qu'avons-nous fait pour le faire respecter ? Quel pouvoir il faut donner à cette haute autorité ou à cette institution ?

- F. MITTERRAND.- Je n'en suis pas là. C'était la deuxième question que je voulais traiter en réponse à votre question. Donc : TF1 - cahier des charges. Et si ce cahier des charges n'était pas appliqué, ou s'il apparaissait trop faiblement conçu, eh bien il faudrait le renégocier. Il faudrait passer par là. Je n'ai rien contre TF1 qui a beaucoup de professionnels remarquables. Je n'ai absolument rien contre £ et même très souvent j'ai un grand plaisir à l'écouter même si j'ai fait les observations que vous avez entendues. Mais il faut que le cahier des charges soit très strict. Alors seulement pour faire appliquer cette façon de voir, il faut qu'il y ait une institution. Alors, on a fait - c'est moi qui ai demandé qu'elle soit faite - la Haute Autorité, elle a mis de l'ordre. On a cessé d'assister à cette éternelle tentation de l'Etat d'intervenir à tout moment dans la vie de l'audiovisuel : un progrès vraiment... Puis dès 1986 - on ne comprend pas bien pourquoi - cela a été cassé et on a mis en place cette autre institution que l'on appelle la CNCL - Commission nationale de la communication - et je me suis toujours refusé d'ailleurs à prononcer le quatrième terme. Je ne le ferai pas aujourd'hui. Alors, cette commission était composée d'hommes chargés d'exécuter les consignes venues d'ailleurs, à l'exception d'une petite minorité. Il est évident que cette commission doit à son tour disparaître.\

F. MITTERRAND.- ` Suite sur l'audiovisuel `

- Mais pour que l'on ne recommence pas le cirque, chaque gouvernement ayant son organisme, ce qui serait également ridicule, je pense qu'il faut institutionnaliser. Il faut que la Constitution mette en place un premier élément du quatrième pouvoir. C'est pourquoi j'ai préconisé la création d'un Conseil supérieur de l'Audiovisuel qui devrait être composé, selon moi, de professionnels représentant les différentes disciplines de l'art et du métier audiovisuel. Je suis convaincu que ceux qui seraient désignés pour cela et pour un certain nombre d'années, acquerraient, s'ils ne l'avaient pas déjà dans l'âme, une conscience absolument profonde de leur devoir £ ils auraient le sentiment d'exercer une sorte de magistrature sous le regard de leurs confrères, de leurs camarades. C'est la meilleure garantie.

- QUESTION.- Alors, en ce qui concerne Antenne 2 et FR3, vous êtes plutôt favorable à un...

- F. MITTERRAND.- J'ai bien entendu ces propositions. Mon point de vue n'est pas fixé.

- QUESTION.- Cependant l'expérience des autres professionnels, s'agissant des pharmaciens, des médecins ou de tous autres, n'est pas une expérience entièrement positive, de faire juger les gens par leurs pairs, n'est pas non plus obligatoirement une garantie d'impartialité ?

- F. MITTERRAND.- Il n'y en a nulle part sauf dans la conscience.

- QUESTION.- C'est sûr, vous avez raison de citer cet exemple.

- F. MITTERRAND.- Je n'ai pas étendu d'ailleurs mon raisonnement jusqu'à la presse écrite car j'imagine que si l'on avait voulu créer un Conseil supérieur, on aurait entendu des hurlements et peut-être à bon droit d'ailleurs. Oui partout, cela aurait choqué beaucoup de gens. Mais institutionnaliser l'organisme chargé de mettre en place le système audiovisuel, si l'on ne veut pas que cela soit mis uniquement au gré des humeurs, des comportements et des ambitions politiques de chacun, comment voulez-vous faire ! Si vous connaissez une meilleure manière, dites-la moi.

- Le JOURNALISTE.- Je vais y réfléchir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, sur la radio plus précisément - vous en avez parlé - vous avez parlé de la bande FM dont vous êtes le père, avez-vous dit et que vous avez en effet libérée aujourd'hui plus de 1000 radios qui existent sur la bande FM dans toute la France. Je vous propose de parler de ce poste national que vous avez évoqué lors de votre grand meeting du Bourget. Vous avez dit ceci "parce que selon lui, ce poste national nous a permis de l'oublier, il déverse tous les jours des doses de propagande dont on rougirait dans un pays démocratique si l'on n'avait pas perdu le sens de la pente". Puis-je vous demander, monsieur le Président, de nommer ce poste national ?

- F. MITTERRAND.- C'est bien indiscret. Si je ne l'ai pas dit à ce moment-là c'est que je ne pensais pas devoir le dire mais en réalité, cela m'est venu à l'esprit comme cela parce que j'y avais déjà pensé, j'étais choqué par ce que je voyais. Mais le premier poste auquel je me suis adressé pour condamner sa façon de faire, c'est RFO. Le premier. Il ne faut pas oublier.

- QUESTION.- ... Radio-Pinochet ...

- F. MITTERRAND.- C'est une expression qui est venue - ce n'est pas moi qui l'ai redite comme cela - mais c'est une radio totalitaire. Je ne peux pas accepter, moi Président de la République, qu'il y ait un secteur quelque part où s'exerce l'autorité de la République et où il y ait des mœurs totalitaires.

- Le deuxième poste auquel je pensais, c'est tout simplement FR3, car la manière dont sont tenues les régions démontre également que cet esprit que je reproche à RFO a fait des progrès dans la propre métropole. Pour être tout à fait juste, j'aurais pu penser à quelques autres mais enfin, j'ai arrêté là ma réflexion.

- QUESTION.- Vous ne pensiez pas par conséquent à France-Inter, comme certains l'ont jugé ?

- F. MITTERRAND.- Je n'irai pas plus loin dans la conversation. J'ai répondu à votre question. Il est certain que France-Inter a cru que c'était pour elle...

- QUESTION.- Et Roland Faure a fait répondre dans "Le Quotidien de Paris" de ce matin que si vous étiez réélu, il ne démissionnerait pas.

- F. MITTERRAND.- Non je n'ai pas pensé à Roland Faure, je n'ai pas pensé à lui du tout et il a eu bien tort, mais s'il y a pensé c'est peut-être qu'il a quelques raisons de le faire.

- QUESTION.- Et si M. René Han vous présente sa démission à la suite de ...

- F. MITTERRAND.- Je ne le connais pas, je ne l'ai jamais vu. Je n'ai aucune vindicte personnelle.

- QUESTION.- Vous regardez souvent FR3 ?

- F. MITTERRAND.- Non, puisque je vous ai dit ... l'ennui, quand je suis tombé par hasard dessus, j'ai tourné le bouton. QUESTION.- Au Grand Oral Pacifique FM...

- F. MITTERRAND.- Attendez, je voudrais être juste. J'ai suivi, parce qu'on me l'avait signalé et c'était un signalement justifié, quelques très beaux feuilletons, quelques très bonnes séries sur FR3. Il y a quelqu'un là-dedans qui fait de très bons choix dans ces films ou dans ces téléfilms du soir. Il faut être juste car j'ai parlé de l'ennui... Ce n'est pas toujours ennuyeux.

- QUESTION.- Il ne s'agit pas de la production mais il s'agit - on l'aura compris - d'une mise en cause que vous faites aujourd'hui de l'information des services d'information - donc de FR3...

- F. MITTERRAND.- C'est aujourd'hui ? Je le fais depuis longtemps... QUESTION.- Et que vous rappelez ce soir. Alors on assure également qu'Océaniques, sur FR3, ce n'est pas sans qualité mais laissons cela de côté.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous disiez, pour revenir à l'audiovisuel, qu'il faut renforcer ou restaurer le service public, ne pas le démanteler, mais pour autant, vous ne voulez pas revenir sur la privatisation & donc secteur public fort, secteur privé fort & il y a quelques années, qu'il s'agisse d'audiovisuel, qu'il s'agisse de presse écrite, la mode était très largement répandue de mettre en cause l'excès de puissance des groupes français, l'excès de concentration, le fait qu'il y eut des empires de presse ou d'audiovisuel entre les mains d'un individu ou d'un groupe & et à l'heure actuelle, alors que nous approchons de ce fameux marché unique européen, il semblerait que se dessine un courant contraire. Au lieu que l'on dise tout le temps "il y a en France des groupes de presse trop puissants et c'est intolérable. La concentration doit connaître un terme", on aurait plutôt tendance à dire : "lorsqu'il y aura le marché unique, les groupes français sont faibles. Ils sont petits, ils ne pèsent rien ou pas grand chose à côté des groupes italiens, allemands, britanniques, américains", que sais-je ? Quelle est votre position à l'heure actuelle. Est-ce que vous trouvez vraiment qu'il y a en France des groupes trop puissants ou au contraire qu'il faudrait faire en sorte que se constituent des entités capables de rivaliser avec les groupes étrangers.

-F. MITTERRAND.- Je pense surtout qu'il faut respecter la transparence. Quelle que soit la puissance économique et financière dominante dans une association de chaînes de télé et de postes de radio, je pense que la liberté d'expression doit être assurée et qu'il faut absolument distinguer le capital de l'expression par les journalistes, par les artistes et de toutes les formes de création. C'est là que je trouve les difficultés. Dans certains pays, pas dans tous, les effectifs sont tels qu'à peine dispose-t-on d'un pouvoir, aussitôt on l'exerce, on se transforme en financier qui jusqu'alors avait tout juste appris à lire, on se transforme en mentor d'une centaine de journalistes dont c'est la vie et la profession. C'est cela qui est insupportable.

- QUESTION.- Dans certains pays ?

- F. MITTERRAND.- Oui.\

QUESTION.- Alors, nous allons passer à notre deuxième oral. Il va être consacré à la création et je vous propose d'écouter un jury, un micro-reportage qui a été réalisé sur le 1 % culturel, alors est-ce qu'1 % du budget de l'Etat consacré à la culture, c'est trop ou est-ce que c'est trop peu, voici des réponses.

- (Micro-reportages)

- QUESTION.- Des réponses qui ne sont pas un sondage, encore une fois, monsieur le Président, mais des instantanés. Alors, l'une de nos interlocutrices disait : "la culture, ce n'est pas l'affaire de l'Etat". Alors, l'actuel ministre de la culture, M. Léotard, se répand beaucoup sur ce que l'on appelle le mécénat qui permettrait, par exemple, aux entreprises bénéficiant à cet égard d'aides fiscales, d'incitations fiscales, d'aider à la création & quelle est votre religion, quant à vous, sur l'implication du secteur privé et des entreprises dans l'aide à la création ?

- F. MITTERRAND.- J'ai entendu l'une des interlocutrices de votre enquêteur tout à l'heure, dire : "la culture, c'est l'affaire de tout le monde, c'est l'affaire de chacun". C'est elle qui avait raison. Mais, c'est aussi l'affaire de l'Etat. Si l'Etat ne dispose pas des moyens d'encourager telle ou telle forme d'expression ou d'esthétique, ou culturelle, il y a quelque chance que ces entreprises-là ne trouvent pas le support qui leur permettra de vivre et de durer. C'est comme cela que cela se passe. Qu'on développe le mécénat, mais c'est très bien. Plus on sera nombreux, à développer les moyens culturels, mieux cela vaudra. Moi, je ne récusé personne.\

QUESTION.- Alors, si vous êtes élu à nouveau Président de la République, est-ce que vous avez en tête d'autres grands travaux à faire ?

- F. MITTERRAND.- D'abord, je souhaiterais terminer ce que j'ai entrepris, en particulier le Grand Louvre.

- QUESTION.- Ils sont bien engagés.

- F. MITTERRAND.- Oui, c'est bien engagé, cela marche. Il y a eu des retards. Ce qui veut dire aussi le transfert du ministère des finances à Bercy\ Bercy et puis La Défense, il faudra

aussi le transfert du ministère des finances à Bercy. Bon, et puis La Défense, il faudra terminer, c'est très bien déjà. Et puis, et puis... ces quelques petits projets qui me tracassent...

- QUESTION.- Parlons des tracas...

- F. MITTERRAND.- Je vais vous donner une de mes réactions, car je passe souvent par là en me rendant à l'Elysée. Je suis désolé de voir que le dôme des Invalides reste aussi gris. Quand on va dans tant de capitales, où l'on présente de beaux monuments dans leur splendeur - je pense en particulier au Kremlin, à Moscou - qu'on ait laissé disparaître les feuilles d'or qui donnaient l'éclat du dôme - en plus naturellement de sa forme, si belle - cela me choque. J'aimerais bien que l'on aille dans ce sens, c'est tout. Je vous donne une idée. Mais je ne veux pas non plus soumettre l'Etat à mes impressions de promeneur dans Paris.\

QUESTION.- Monsieur le Président, lors de vos derniers meetings, vous avez beaucoup insisté sur l'éducation, la formation, la recherche et parlé des crédits qu'il faudrait développer, augmenter dans ce secteur. En 1981, l'objectif de votre gouvernement était d'arriver au 1 % - dont on parlait tout à l'heure - pour la culture. Et vous n'en parlez plus dans vos meetings, est-ce que c'est un objectif qui ne vous paraît plus prioritaire ? Est-ce que c'est un budget sur lequel on peut rogner ? Ou est-ce que, au contraire, vous avez l'intention de poursuivre ce qui avait été commencé en 1981 ?

- F. MITTERRAND.- Vous avez raison, je n'en parle pas assez. Je ne chiffre pas, puisque cela me paraît tellement évident, tellement cela va de soi. J'ai cherché avec Jack Lang à atteindre le 1 %, il restait très légèrement en deçà, comme 0,92 ou 0,93, on parlait de très bas. Il y va de soi que le 1 %...

- QUESTION.- On parlait de 0,54, si je me rappelle ?

- F. MITTERRAND.- Peut-être. Je tiens absolument à ce que l'on atteigne le 1 % maintenant. C'est absolument indispensable. Je ne vais pas faire de grande définition de la culture après tant d'autres qui s'y sont essayé, mais je pense que sans le développement de la culture, on fait disparaître le véritable lien intime qui régit les individus au sein d'une même nation. Alors, j'y tiens beaucoup. Donc, le 1 %, c'est certainement un programme. Je ne l'ai pas dit, parce que je pensais que personne n'en voudrait.

- QUESTION.- On a pratiquement - même vous et vos adversaires également ou davantage encore - pas parlé de la culture au cours de cette campagne ?

- F. MITTERRAND.- J'en ai parlé mais sous d'autres aspects. Si, j'en ai souvent parlé. Dans la lettre que j'ai écrite à tous les Français, j'ai réservé un passage à la multiplication des lieux de culture - des bibliothèques en particulier -, des centres de musique. Mais pour moi, cela paraît tellement naturel que j'ai peut-être négligé de mettre l'accent pour que les autres pensent comme moi. Alors, je confirme.\

QUESTION.- Je vous propose maintenant d'aborder le troisième oral. Le troisième oral est consacré à la jeunesse, vaste sujet. Vous parliez des bibliothèques, on a parlé de la formation et avec une question, qui, pour commencer, aura trait aux universités. Les universités, donc, M. Devaquet voulait les réformer, on a parlé à cette occasion de la sélection. Est-ce que vous n'avez pas le sentiment, monsieur Mitterrand, que la notion de sélection, le concept de sélection, d'émulation, se développe, va en se développant actuellement et qu'on a rarement autant parlé de sélection, de compétitivité que ce soit dans les entreprises, que ce soit dans tout les secteurs d'activité ?

- F. MITTERRAND.- J'ai saisi un mot que nous reliera à la conversation précédente. Le souci que j'ai de porter la culture au 1 % dont nous avons parlé, s'accompagne du même souci pour la recherche. Je voudrais restituer à la recherche son rôle d'avant-garde. Bon, je dis cela uniquement pour qu'on le sache. Là sont les ressorts principaux d'un pays vivant et, dans le bon sens du terme, conquérant : le savoir, la connaissance, la maîtrise de la matière et la fabrication des instruments qui assurent la force économique.\

F. MITTERRAND.- ` Suite sur la sélection universitaire `

- Je passe là-dessus, et je reviens à votre dernière question qui touche à la sélection. Je crois que c'est un problème mal posé. Un jeune homme, une jeune fille qui désirent aller tout de suite vers les hauts lieux de la sélection - parlons des grandes écoles - peut le faire si on lui en a donné le

moyen. Je reviendrai sur le thème de l'égalité des chances dès la maternelle - mais nous n'allons pas nous répéter - on peut le faire, si l'on a les moyens intellectuels et l'application au travail. Donc, choisit tout de suite la sélection qui veut. Je vous donnerai un exemple personnel tout à l'heure. Celui qui a 17-18 ans, ne sait pas encore ce qu'il veut faire. S'il ne se précipite donc pas vers une discipline qui risque de le rebuter, mais s'il a quand même le goût d'apprendre, de savoir davantage, il va vers l'université. Alors, la sélection à l'université ne doit s'opérer qu'à la fin des études. On ne doit pas créer un barrage supplémentaire au point de départ. Le point de départ traditionnel, c'est le baccalauréat, on pourrait dire la porte d'entrée. Moi, j'ai été élevé comme cela, et combien d'autres depuis lors, avec - comment dirais-je - la crainte du bac, oui, une crainte véritable. Alors, les familles sont angoissées : est-ce que leur petit prodige parviendra à réussir le bac ? Il y a des familles très modestes pour lesquelles c'est absolument nécessaires.

- Alors, tout d'un coup cette idée de faire un autre bac, dont je ne connais pas le nom, qui après la réussite au baccalauréat contraindrait le jeune homme ou la jeune fille à franchir un nouveau barrage avant d'entrer dans l'université ou avant d'accéder au stade, disons vraiment supérieur, de l'université, je trouve cela très choquant.

- Mais je disais, je n'ai eu aucun souvenir personnel. Mon frère aîné, qui s'appelle Robert, avait la vocation scientifique - dès 14-15 ans, c'était un bachelier, très jeune - avait envie de faire Polytechnique. Il s'est présenté à Polytechnique, il a été très vite reçu. Donc il a, disons les choses, affronté l'un des examens les plus difficiles de l'époque, alors qu'il avait 17 ans ! J'aurais eu horreur de cela. Et moi à 17 ans, 18 ans, 20 ans, je ne savais absolument pas ce que je voulais faire. Mes parents rêvaient de me voir préparer Normale Supérieure. Je venais de faire 8 ans de pensionnat, de collège, dans un collège d'Angoulême derrière de hauts murs, un collège sympathique mais derrière de hauts murs. J'avais soif de liberté, et quand je suis arrivé à Paris avec l'intention de m'inscrire à Henri IV, pour de nouveau bachoter et préparer Normale Supérieure, j'ai fait comme tous les mauvais étudiants, je me suis enfui. Et où voulez-vous que je m'inscrive sinon en Droit et à Science Po ? Il a fallu plusieurs années, la guerre m'a saisi, j'avais 21, 22 ans, sans que je sache encore ce que j'entendais faire. Pourquoi est-ce que j'aurais eu une sélection ? Bien entendu, si j'avais suivi la voie normale de l'Université (d'ailleurs j'avais déjà une licence, des diplômes d'études supérieures), c'était autant une sélection. Pourquoi briser ? Il n'y a rien de pire pour un homme, pour une femme, que de faire la carrière que l'on n'aime pas. C'est une souffrance. Laissons le temps aux jeunes gens de mûrir, de choisir, ne les cisailons pas avant d'avoir abouti à une ultime sélection, car elle existe toujours la sélection que sont les examens de fin d'études.\

QUESTION.- Alors à votre avis il faut faire la réforme, il faut réformer quoi dans l'université ?

- F. MITTERRAND.- Il faut réformer beaucoup de choses, mais ce n'est pas de cet ordre-là. Parlons plutôt de l'école en même temps que de l'université. Une réforme qui me paraît majeure et urgente, difficile à mettre en oeuvre, donc qu'il faut commencer vite, c'est assouplir le temps scolaire. En même temps des millions de gens qui travaillent, souffrent de leurs rythmes du travail, de l'organisation de leur journée & très souvent ces deux rythmes ne se recoupent pas, les parents ne rencontrent pas assez leurs enfants. Si on veut rendre la vie plus habitable, plus heureuse, je pense qu'un meilleur rythme scolaire peut y contribuer.

- Je pense qu'une réforme principale, c'est de transformer les rythmes scolaires.

- Ensuite, augmenter les crédits qu'il convient de consacrer à l'éducation nationale en général, depuis la maternelle jusqu'aux études supérieures, crédits qui devraient représenter d'ici à 1992 quelque 40 milliards. Cela veut dire une progression annuelle, 4, et puis 4 + 4, 8, et puis trois fois 4, 12, et puis 16, c'est un très gros effort. Eh bien, je pense que ces sommes d'argent doivent avoir plusieurs destinations : la revalorisation de la fonction enseignante, la démultiplication des disciplines intellectuelles et pratiques de façon à adapter les jeunes qui sortent de l'école au métier qu'ils feront et non pas aux métiers qu'ils ne feront pas - puisque ces métiers n'existent pas ou sont en déshérence - et puis les études supérieures qui nous permettront d'avoir, disons, l'équipement humain dont nous avons besoin.

- QUESTION.- Quand vous parlez de revalorisation de la fonction enseignante, c'est à la fois en

terme...

- F. MITTERRAND.- Excusez-moi, je n'ai pas parlé des équipements. Le troisième secteur qui est absolument nécessaire où il faut porter la modernisation, ce sont les équipements. Quand on compare nos universités, en particulier, et nos lycées, aux équipements que l'on voit en Allemagne un peu, en Amérique surtout, on est gêné.\

QUESTION.- François Mitterrand, au "Grand Oral" Pacific FM - Libération, une question de Serge July, ensuite ce sera Dominique Jamet et nous aborderons le quatrième et dernier point.

- QUESTION.- En ce qui concerne la revalorisation de la fonction enseignante, c'est une revalorisation de la rémunération enseignante ?

- F. MITTERRAND.- Oui, sans aucun doute. Ce n'est pas la valeur, pour reprendre le terme employé tout à l'heure, le principal pour un enseignant qui a ça dans l'âme, mais il en a quand même besoin et la fonction enseignante est aujourd'hui gênée, humiliée. Nous avons déjà un très bon corps enseignant, il ne faut pas qu'il baisse de ton.

- QUESTION.- Si c'est légitime cette revalorisation, est-ce que vous ne risquez pas alors là, en terme de gestion gouvernementale, enfin pour le Premier ministre, qu'il y ait un effet de cascades ?

- F. MITTERRAND.- C'est le danger que le ministère des finances surveille avec beaucoup d'application. Depuis la fameuse grille de 1946 comme tout se tient, dès qu'on bouge quelque chose quelque part, aussitôt tout s'ébranle. C'est à voir, mais je pense que pour la fonction enseignante, il faut absolument franchir le pas parce que c'est là que se jouera vraiment l'avenir de la France d'ici la fin du siècle. Et serons-nous capables d'avoir un enseignement qui produira une jeunesse compétitive ou bien est-ce que nous en serons incapables ?

- QUESTION.- Justement, monsieur le Président, est-ce que c'est parce que notre enseignement, comme on le disait jadis de notre administration, est le meilleur du monde ou est-ce que c'est par routine ou pour ménager un corps professionnel puissant qu'on parle de sélection, d'orientation, on parle de revalorisation de la fonction enseignante, on parle d'équipement, mais on ne parle jamais de la qualité de notre enseignement et de son adaptation au monde moderne ?

- F. MITTERRAND.- J'en parle très souvent, j'en parle très souvent.

- QUESTION.- Ce n'est pas au premier...

- F. MITTERRAND.- Il faut aussi que les enseignants apprennent. On ne passe pas peut-être assez de temps à apprendre le métier d'enseignant. Il faut savoir transmettre. On ne transmet que ce que l'on a. Mais en même temps il faut que ce soit une profession désirée.

- QUESTION.- Oui, j'entends bien, il faut la revaloriser, mais les méthodes, l'organisation, l'esprit d'enseignement, n'ont pas changé depuis 280 ans.

- F. MITTERRAND.- On trouvera beaucoup de concours au sein de l'université et de l'école pour réussir cette transformation. Et j'insiste sur les rythmes scolaires. Il faut qu'il y ait pour les enfants davantage de temps de respiration, les parents en bénéficieront du même coup.\

QUESTION.- Vous aviez de fait, dans vos fonctions de Président, pris position contre le projet Devaquet : pourtant dans la campagne électorale on a l'impression que, vous, votre quartier général, éprouvent quand même beaucoup de sympathie pour M. Devaquet. Est-ce qu'il y avait quelque chose de positif dans ce projet ?

- F. MITTERRAND.- J'ai de bonnes relations personnelles avec M. Devaquet qui est un homme très estimable et intéressant. Il venait me voir de temps à autres pour, (il l'a raconté dans son livre) demander, pour me donner un coup de main pour obtenir du gouvernement un peu plus de crédits, notamment pour la recherche, également pour la recherche en Europe. C'était un homme intéressant. Mais je crois que dans cette affaire de loi, de sélection et de sélection aussi par l'argent, avec des droits qui risquaient d'être accrus un peu à la tête du client et selon les universités, il s'est créé une psychose et l'idée d'un examen supplémentaire, cet obstacle dont je parlais tout à l'heure, me paraissait dangereuse, déprimante pour la jeunesse, et elle l'a bien montré. Il n'a pas analysé, l'idée de sélection au départ, sauf pour les volontaires, c'est à mon avis un contre sens. Ce qu'il faut c'est faire comprendre aux jeunes qu'au point d'arrivée la sélection s'impose d'elle-même.

QUESTION.- Mais sur l'autonomie des universités par exemple ?

- QUESTION.- Mais sur l'autonomie des universités par exemple ?

- F. MITTERRAND.- Non.

- QUESTION.- Vous pensez qu'il y a une bonne piste ?

- F. MITTERRAND.- Je suis tout à fait favorable à l'autonomie des universités. Il faut la maintenir, la préserver. Mais il faut aussi être capable d'évaluer la qualité des diplômes que l'on distribue dans ces universités, la qualité de l'enseignement, c'est pourquoi j'ai créé cette commission, ce comité d'évaluation que j'ai confié à Laurent Schwartz qui rend des services considérables parce que comme cela nous disposons de gens très qualifiés qui passent leur temps à tourner dans les différentes universités et qui peuvent aider à promouvoir une université de plus haute qualité.

- QUESTION.- Est-ce que vous pensez qu'il serait envisageable à terme de décentraliser l'éducation nationale au niveau régional ?

- F. MITTERRAND.- Oui, elle l'est déjà, dans la mesure où on l'a décentralisée pour les lycées, les collèges, elle l'est déjà, on peut faire mieux sans doute.

QUESTION.- Monsieur le Président, pour revenir à la jeunesse puisque c'était le troisième volet, l'ensemble des enquêtes réalisées au premier tour de l'élection présidentielle ont établi que la classe d'âge auprès de laquelle vous êtes le moins populaire et en minorité c'est celle des plus de 65 ans,

- F. MITTERRAND.- Ce sont ceux de mon âge.

- QUESTION.- Exactement, et au contraire que dans la jeunesse vous écrasez vos adversaires, vous écrasez vos adversaires, qu'elle est votre analyse à ce sujet-là ? A quoi attribuez-vous cela ?

- F. MITTERRAND.- C'est un double paradoxe.

- QUESTION.- Vous l'expliquez ?

- F. MITTERRAND.- C'est difficile à expliquer les paradoxes. C'est peut-être parce que j'ai un certain goût de la modernité, bien que je n'en aime pas la mode, et que les jeunes s'y sont reconnus, ce qui a provoqué tout autant un certain sentiment, disons de recul ou d'inquiétude des personnes âgées - si l'on considère que l'on est personnes âgées à 65 ans - eh bien moi j'ai déjà six ans de plus. J'espère bien que d'ici dimanche les personnes âgées qui vont nous entendre trouveront un sentiment de solidarité à mon égard.

(Micro-reportage : L'amour)

- QUESTION.- Monsieur Mitterrand, votre définition, l'amour ?

- F. MITTERRAND.- Non, non je ne veux pas me lancer dans ...

- QUESTION.- Soyons précis, aimer on pourrait dire que c'est pouvoir pardonner.

- F. MITTERRAND.- Le cas échéant.

- QUESTION.- Prenons un exemple et soyons concret. Est-ce que vous pouvez pardonner ceux qui vous combattent et jusqu'à quel point vous pouvez leur pardonner. Le 8 au soir si vous êtes élu Président de la République, si vous êtes réélu, est-ce que vous aurez la possibilité d'avoir un mot gentil par exemple pour Jacques Chirac et pour les autres candidats malchanceux de cette élection ?

- F. MITTERRAND.- Non, mais je n'ai pas du tout de ressentiment, je n'en ai jamais eu à l'égard de personne. Comme chacun j'ai mes coups de colère, mes agacements et j'ai tendance à souffrir de ce que je crois être une injustice dans les jugements que l'on porte sur moi. C'est assez ordinaire cela, mais je n'ai pas de ressentiment. Que ce soit le 8 au soir, que ce soit même aujourd'hui en dépit de cet incroyable déroulement d'une campagne qui dans les cinq derniers jours devient délirante, quoi. Il ne faut pas perdre la tête parce que l'on approche du moment décisif.

- QUESTION.- Il y en a qui perdent la tête ?

- F. MITTERRAND.- Je ne sais pas. Moi, ce que je veux dire, c'est que la manière dont aujourd'hui on traite les problèmes du terrorisme, les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, les problèmes du Proche-Orient, comme s'il s'agissait d'une sorte de complicité entre le Président de la République française, vous imaginez, et tous ces gens qui grouillent et qui ne pensent qu'à la violence ! C'est tellement hors de propos que je n'y réponds même pas et je n'y répondrai pas. Je ne me jetterai pas dans cette mêlée mais cela dit je ne suis pas indifférent. Dans le fort du combat, je sens s'aiguiser en moi une sorte de capacité de résistance active mais j'arrive au

terme de cela, dimanche ce sera fini, même vendredi soir.

- QUESTION.- Serge July nous rappelle que pour les téléspectateurs, vous êtes Dieu ?

- F. MITTERRAND.- Cela c'est Collaro. J'aime beaucoup, j'ai été un peu surpris de cette promotion.

- QUESTION.- (Inaudible)

- F. MITTERRAND.- Pas facile à remplacer.

- QUESTION.- Assuré de la durée ?

- F. MITTERRAND.- Oui, dans le voisinage immédiat, c'est assez désirable mais enfin je ne me trompe pas...

- QUESTION.- Le cortège de tous les saints...

- C'est ce que l'on me dit. Je n'ai pas de ressentiment. Je voudrais simplement que l'on n'exagère pas. D'abord c'est un vilain spectacle pour la démocratie et je pense que l'on excite là des passions qui retomberont tout aussitôt mais qui auront fait du mal à tout le monde. En tout cas, moi je ne m'en mêlerai pas.\

QUESTION.- On parle beaucoup en ce moment et peut-être avec excès, c'est à vous de le dire, on parle beaucoup notamment à propos ou autour du Front national de ce vent de haine qui soufflerait sur la France, l'exclusion, l'appel à tous les sentiments de violence. Est-ce que vous avez le sentiment que par rapport à 1981 le niveau ou la densité de la haine ou de la passion a monté ou a décliné en France ?

- F. MITTERRAND.- Peut-être un peu monté, peut-être. Vous savez comme on a tendance à oublier ce qui s'est passé naguère, il faut quand même un peu mesurer nos jugements. Après tout en 1981 je me souviens d'un homme politique important qui avait annoncé que si j'étais élu, le mardi suivant - c'est que l'on est élu un dimanche soir, ils seraient allés vite - les chars soviétiques camperaient sur la Place de la Concorde. Ils annonçaient que l'on pratiquerait le culte catholique dans les caves ou dans les égouts, que les châteaux prendraient le risque de l'incendie... Bref, c'est une telle exagération que je l'avais oubliée et lorsque j'entends les exagérations d'aujourd'hui, disons qu'une certaine relativité s'empare de moi. Je me dis : bon, ils sont un peu excités, ils ne savent pas tenir leurs nerfs, l'énervement ne tient pas lieu d'énergie. Bon, c'est comme cela, ça leur passera. Si ça ne leur passe pas, ce sera grave pour la République et à ce moment-là je m'en occuperai.\

QUESTION.- La forme d'amour un peu particulière. Je voudrais vous interroger sur le bicentenaire de la Révolution. On a quand même le sentiment assez fort un moment où l'on parle beaucoup de la nation que l'état de préparation du bicentenaire est assez catastrophique.

- F. MITTERRAND.- Oui, je crois que l'on a joué de malchance avec les deux morts successives de ceux qui en avaient été chargés ` Michel Baroin et Edgar Faure ` . Je les connaissais tous les deux. Puis il y a peut-être eu un certain désintérêt sur le plan gouvernemental. C'est un deuxième centenaire qui méritait d'être célébré avec une attention extrême, le souci de faire de grandes choses. Le premier centenaire, ce n'était pas la Tour Eiffel ?

- QUESTION.- Bien sûr.

- F. MITTERRAND.- Eh oui, hein !

- QUESTION.- Puis on va faire le centenaire de la Tour Eiffel.

- F. MITTERRAND.- Beaucoup d'autres choses encore. J'aimerais bien un peu rattraper le temps perdu.

- QUESTION.- Et vous allez prendre des mesures ?

- F. MITTERRAND.- Le temps ne se rattrape pas. J'avais moi-même pris l'initiative de cette fameuse grande arche qui se dresse déjà, qui n'est pas finie, à la Défense. Et Edgar Faure avec qui j'entretenais des relations d'amitié depuis 40 ans, avait saisi la balle au bond, s'était en somme emparé de cette arche pour dire : ce sera ma Tour Eiffel. Quand on l'a lancée, on n'y avait pas pensé, je n'avais pas pensé au bicentenaire mais c'était une idée intelligente, alors on aura fait quelque chose de grand et on installera au sommet une Fondation des droits de l'homme. Mais il faut le reconnaître : par rapport au bicentenaire on n'a presque rien fait et quand on pense aujourd'hui aux moyens d'expression audiovisuels - vous imaginez les

célébrations qui pourraient enthousiasmer notre peuple avec le rappel de son histoire et son histoire dans le domaine de ses parties les plus émouvantes, les plus bousculantes, les plus prodigieuses ? on ne l'a pas fait.

- QUESTION.- La République a raté son bicentenaire, monsieur le Président ?

- F. MITTERRAND.- Elle pourrait le rater, c'est pourquoi je ne perdrai pas de temps. Si je suis élu, vraiment je n'attendrai pas la fin du mois de mai pour m'occuper personnellement de cette affaire.

- QUESTION.- C'est-à-dire pas seulement nommer un responsable mais aussi vous impliquer personnellement.

- F. MITTERRAND.- Ce ne sera pas flou du tout.

- QUESTION.- Et immobile.

- F. MITTERRAND.- C'est drôle que ces slogans qui ont si mal marché au premier tour soient repartis de plus belle au deuxième. On ne peut pas renouveler le vocabulaire ?

QUESTION.- A propos de ne pas perdre le temps, monsieur le Président, comment comptez-vous à partir de lundi procéder pour rétablir la paix, le calme et l'amour en Nouvelle-Calédonie si vous êtes élu ? Il y a naturellement, monsieur le Président, une question subsidiaire : selon "Libération" de ce matin, on vous prêterait l'intention de demander dès lundi matin, dès le 9 mai, la démission de M. Pons en signe d'apaisement. Est-ce que vous confirmez, est-ce que vous démentez cette information ?

- F. MITTERRAND.- Toujours dans l'hypothèse où je serais élu, il va de soi que l'actuel gouvernement se retirerait.

- QUESTION.- Immédiatement ?

- F. MITTERRAND.- C'est probable. Je ne sais pas, c'est probable, cela dépend de la décision du Premier ministre.

- QUESTION.- Jacques Chirac s'est plutôt engagé à l'issue de votre face à face...

- F. MITTERRAND.- Il l'a dit. Donc, M. Pons disparaîtrait du même coup.

- QUESTION.- En même temps que le gouvernement et dès le 9 mai selon votre souhait ?

- F. MITTERRAND.- Mais le 9 mai, je ne peux pas vous dire. La proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel aura lieu quand même quelques jours après. Faut-il attendre cette date ou pas ? Je vous répète, cela, c'est vraiment à l'initiative du Premier ministre qui peut rester en place tant que l'Assemblée nationale ne le désavoue pas.

- QUESTION.- Mais pas le Président de la République qui peut lui-même...

- F. MITTERRAND.- Mais l'usage est très ancré et M. le Premier ministre l'a annoncé l'autre jour pendant notre débat. Il y a lieu de penser que cela se passerait comme cela.

F. MITTERRAND.- Alors, du côté de la Nouvelle-Calédonie, que puis-je vous dire ? Le premier souci, c'est que soient libérés les vingt-trois otages de l'île d'Ouvéa. De quelle manière s'y prendre ? Cela, c'est une affaire qui concerne le pouvoir exécutif auquel je ne donnerai aucun élément. Mais de toute manière, que cela s'applique à cette affaire-là, particulière, ou aux affaires générales des relations entre les deux principales communautés qui sont à l'état de guerre civile aujourd'hui - la communauté d'origine européenne et la communauté canaque - je crois que pour jeter des ponts qui resteront longtemps fragiles, il faut des médiations - une ou des médiations -. Et il faut surtout que chacun sache que la justice l'emportera sur la violence, la passion, le sectarisme. Et finalement, voilà le système colonial qui s'est installé là-bas. Incroyable qu'à trente ans de distance, on voit revenir exactement le processus qu'on a connu dans les grandes affaires de la décolonisation d'Indochine, ou d'Algérie, ou d'ailleurs ! Incroyable ! On retrouve les mêmes hommes, les mêmes tempéraments, les mêmes expressions, les mêmes injures, les mêmes imputations, les mêmes intérêts, sur ce tout petit bout de terre-là, si loin de chez nous ! C'est anachronique, c'est stupide, mais derrière tout cela, regardez bien les intérêts, les immenses intérêts en cause. Eh bien moi je n'accepte pas que les intérêts particuliers prévalent sur l'intérêt général, et je veux la réconciliation. Bien entendu, je ne peux pas à moi seul en décider. Je ferai tout pour cela, entre des communautés qui ont l'une et l'autre le droit de vivre en paix sur la même terre.

QUESTION.- Monsieur Mitterrand, vous êtes Président de la République, comment pouvez-vous...

QUESTION.- Monsieur Mitterrand, vous êtes Président en exercice, encore maintenant, encore aujourd'hui, à cette minute, jusqu'à dimanche et même au-delà. Donc, d'une certaine manière, vous êtes responsable de l'unité de la nation, vous êtes arbitre y compris de la situation, vous l'avez voulu comme cela. Alors, pourquoi vous n'intervenez pas sur la situation de la Nouvelle-Calédonie ? Pourquoi, par exemple, vous n'intervenez pas comme pour nommer une médiation ?

- F. MITTERRAND.- Non, il ne faut pas dire que je n'interviens pas. Mais le statut de la Nouvelle-Calédonie qui a allumé l'incendie, résulte de la loi. Nous sommes dans un régime parlementaire. La loi est votée par le Parlement et le gouvernement dispose d'une majorité parlementaire, il faut le dire, hostile à mes vues - notamment sur ce problème -. De ce côté-là on est pour un système colonial, et pas de mon côté. Mais la loi est votée. Mon rôle est d'abord de la promulguer et ensuite de l'appliquer, comme tout citoyen.

- Quand ce statut a été adopté, contre mon avis - je l'ai d'ailleurs fait connaître, au Conseil des ministres et à l'opinion tout entière - donc j'ai déjà saisi l'opinion. A quel moment ces nouvelles institutions devaient-elles être mises en place ? Alors là, cela ne passe pas par moi. C'est un décret qui ne passe pas devant le Président de la République, la date des élections. Cette sorte de provocation supplémentaire qui a consisté à faire voter le jour même de l'élection présidentielle - le premier tour de l'élection présidentielle - a considérablement aggravé les choses. Mais cela ne passait pas par moi, le Président de la République n'a rien à voir dans ce circuit.

- C'est en plus, la Nouvelle-Calédonie, une terre qui relève de la République. Lorsqu'il y a un problème là-bas, c'est un problème de politique intérieure. Et en matière de politique intérieure, maintien de l'ordre, office culturelle - on l'a détruit -, office de répartition foncière - on l'a détruit - et quand on a repris des répartitions de terre, c'était pour les restituer aux plus riches et abîmer encore la représentation canaque. Tout cela me heurte profondément. Mais, constitutionnellement, je n'ai pas le moyen d'intervenir dans ce jeu-là, sauf, bien entendu, et je comprends bien votre question, m'adressant au peuple français, pour lui dire : "on peut faire ci, on ne peut pas faire cela".

- Mais l'élection présidentielle est dimanche prochain. J'ai continué de discuter avec le gouvernement. Nous n'avons pas arrêté de rester en contact téléphonique ou par rencontre. J'ai vu plusieurs fois M. Giraud ces derniers jours pour mener les affaires à conduire aujourd'hui, je pense à la libération des otages particulièrement, et d'autres choses encore, de façon à aménager la situation prochaine. Mais, je ne veux pas parler pour rien. Je ne veux pas parler dans le vide. L'autorité de ma fonction risquerait d'être en cause. Dimanche prochain, ou bien je n'aurai plus rien à dire, parce que je rentrerai chez moi comme un simple particulier, ou j'aurai beaucoup à dire et vous pouvez compter sur moi. QUESTION.- Une dernière question sur la Nouvelle-

Calédonie, monsieur le Président, est-ce que vous souhaitez vous y rendre, si vous êtes réélu ?

- F. MITTERRAND.- Je n'ai pas fait de prévision mais je n'hésiterai pas à le faire bien entendu s'il le faut.\

QUESTION.- Alors, nous parlions de l'amour. Ce sont les toutes dernières minutes de ce grand oral spécial Libération - Pacifique FM, sur l'amour. Je vous propose de dire un mot sur la sexualité parce qu'il circule des chansons actuellement sur la France droguée et sidaïsée où se sentent mises en cause des minorités et notamment des minorités sur le -plan sexuel. Est-ce que vous comprenez l'inquiétude de ces minorités lorsqu'elles ont peur d'être mises au ban de la société par certains groupes, certaines organisations parce qu'elles seraient dangereuses et en l'occurrence, on peut parler des homosexuels et des populations à risque pour le Sida.

- F. MITTERRAND.- Oui, c'est une réalité me dit-on. On me dit que cette population est plus menacée que d'autres mais je pense que toute minorité doit être assurée de ses droits si la menace du Sida devait s'étendre. Vous voyez, les nouvelles vont et viennent, on a vécu pendant une bonne année et même un peu plus, dans une sorte de grande peur du Sida et puis maintenant on nous explique que les diagnostics sont souvent faux, que le Sida se répand moins qu'on ne le croit...

- QUESTION.- C'est que maintenant on a peur du Front national.

- F. MITTERRAND.- Comme je ne suis pas un spécialiste, j'ai approuvé les initiatives de Mme

Barzach. J'ai consulté le Comité national d'éthique. Mais je me refuse, là aussi, à l'exclusion. Ceux qui contractent le Sida ne sont pas des criminels. Ce ne sont pas des coupables. Simplement sur le plan de la santé publique, s'il y a des dispositions à prendre, notre système de santé permet de les prendre.

- QUESTION.- Il y a quelques cas, notamment un instituteur qui ne pouvait être titularisé...

- F. MITTERRAND.- J'ai vu cela. Je l'ai suivi de très près.\

QUESTION.- Il nous reste à vous remercier avec peut-être une dernière question sur ce que l'on appelle, sur ce que "Libération" a baptisé "la tontonmania".

- F. MITTERRAND.- C'est vous qui avez fait cela les premiers ? Eh bien, merci.

- QUESTION.- Alors, vous serez, disent les sondages, vous serez sans doute réélu dimanche. Et lundi peut-être sans doute commencera un nouvel -état de grâce et la tontonmania risque dans ces conditions, en toute logique, de redoubler. Est-ce que je peux vous demander comment vous comptez vous préserver de cette vague d'admiration qui a toutes les chances de déferler à nouveau sur vous et qui va vous porter je ne sais plus où parce que vous étiez Dieu, mais...

- F. MITTERRAND.- Vous savez cette tontonmania, dixit "Libération", ce n'est pas un phénomène très dangereux. Ne le craignez pas, il y a bien des Bastilles à prendre mais les tontonmaniaques n'ont pas encore désigné la Bastille 1988. On parle de culte de la personnalité, en tout cas, je n'y prends pas part. Qu'est-ce que vous voulez, je ne vais pas envoyer promener des gens, des Françaises et des Français et surtout des jeunes qui me manifestent de la sympathie. Cela ne part pas d'un sentiment mythique d'adoration d'une personne, nonobstant Collaro. C'est un mouvement sympathique, sentimental, je crois de confiance en dépit de ces diminutifs un petit peu restrictifs : la tontonmania, tonton, - je n'en reviens pas encore qu'on m'appelle comme cela mais je commence à m'habituer -. Je pense qu'à partir de la semaine prochaine - si je suis élu - cela devrait prendre une coloration différente. Je tiens simplement à vous rassurer, si vous avez besoin de l'être, je ne pense pas à 1995. Il m'arrivait quelquefois par boutade de dire à ceux qui s'inquiétaient de moi : en 1988, j'aurai déjà 71 ans et j'ajoutai en 1995, je n'aurai que 78 ans, mais cela n'était qu'une façon de rire car j'ai le sens des proportions et je sais très bien que si je puis, comme je le crois, mener à bien les affaires de la France, rien n'est éternel même pour le Dieu de Collaro ou la grenouille promue au stade de déesse. Je dois, précisément dans l'intérêt national, veiller à administrer le plus correctement possible le temps qui m'est donné.

- QUESTION.- La "tontonmania" un petit peu différente, disiez-vous, si vous êtes réélu ?

- F. MITTERRAND.- Oui, parce que la "tontonmania" s'est exercée pour me demander d'être candidat. Elle aura atteint son but.\

QUESTION.- François Mitterrand, merci, merci pour cette émission qui était une première. Pour la première fois, vous vous êtes exprimé sur cette bande FM dont vous avez rappelé que vous êtes le père. Merci à Serge July, directeur de "Libération", co-producteur de cette émission avec "Pacific FM", merci à Dominique Jamet qui est intervenu pour "Kiss FM". Est-ce que l'on peut souhaiter vous entendre plus souvent, monsieur le Président, que tous les sept ans, peut-être sur la FM ? Cela fait sept ans qu'on attendait sur la bande FM.

- F. MITTERRAND.- C'est vrai, je le ferai avec plaisir.

- QUESTION.- Est-ce que l'année prochaine, par exemple, dans un an à pareille époque...

- F. MITTERRAND.- Je le ferai avec plaisir. J'ai perdu du temps ces derniers mois, parce qu'il y a une grande concurrence entre vos postes privés. Vous vous querellez, vous... Là j'assiste à une union sacrée extrêmement touchante. Mais, vraiment, ce n'est pas commode. Si on dit qu'on accepte pour l'un, on voit les autres se hérissier. Mais, quand j'ai perçu que vous aviez répondu à mon appel au rassemblement, j'ai dit oui.\